

En RDC, une transition acceptée « sous réserve » par le clan Kabila

Le président doit quitter le pouvoir après les scrutins de décembre 2017

KINSHASA - *envoyé spécial*

A chacun son exégèse du texte d'accord signé samedi 31 décembre 2016 pour sortir de la crise politique ouverte en République démocratique du Congo. Du côté de l'opposition, on crie à la victoire. Certes, le président Joseph Kabila, dont le second mandat s'est en principe achevé le 19 décembre, reste une année de plus au pouvoir. Mais il désignera le prochain premier ministre, qui sera un opposant.

Félix Tshisekedi, le fils de l'opposant historique Etienne Tshisekedi, s'y voit déjà, même s'il juge la mission « quasi impossible » tant il sera délicat de codiriger le pays avec Joseph Kabila. « On a gagné à 90 % avec cet accord, car le pouvoir a dû faire des concessions », juge-t-il. Son père, malgré ses 84 ans et sa santé fragile, prendra la tête d'un nouvel organe chargé de veiller à l'application du texte.

Pour parvenir à ce compromis, il aura fallu trois semaines de tractations tendues, facilitées par l'Eglise catholique. Les négociateurs du pouvoir et de l'opposition ont fini par user les évêques, par agacer le Vatican, par lasser les diplomates et par exaspérer les Congolais qui rêvent de connaître, pour la première fois dans l'histoire du pays, une alternance pacifique. Le tout dans un contexte explosif dans les quartiers populaires des grandes villes où des jeunes ont affronté les forces de sécurité – au moins quarante morts les 19 et 20 décembre – et dans les hauts plateaux de l'est du pays, où des groupes armés entendent profiter de la crise politique.

Les proches de Joseph Kabila ont eux aussi célébré la fin des négociations. Sans même se cacher, ils ont signé cet accord « sous réserve » et ont pris par surprise l'opposition, tout en se jouant de

l'obligation faite par la communauté internationale d'aboutir à un accord plus inclusif.

En fait, le camp du pouvoir joue habilement sur les divisions des anti-Kabila. Eve Bazaiba, la « dame de fer » de la deuxième plateforme de l'opposition, a refusé de signer ce « partage du pouvoir négocié en toute opacité ». Mais sa position suscite l'indifférence du reste de l'opposition et ouvre une brèche : sans elle et quelques autres, la représentativité de cet accord est d'emblée mise en cause par la majorité présidentielle.

Ni calendrier ni modalités

« Cela nous pose un problème évident, et c'est entre autres pour cela que nous avons signé sous réserve », dit André-Alain Atundu, porte-parole de la majorité présidentielle. Ce dialogue a suscité beaucoup d'espoir au sein du peuple, et il nous fallait arriver à un consensus. » Selon lui, l'accord serait même moins inclusif que le précédent, signé le 18 octobre avec une frange minoritaire de l'opposition, ce qui avait suscité de vives critiques de la communauté internationale.

« Toutes les parties prenantes à ce dialogue devraient être représentées or, en l'état, l'inclusivité de l'accord nous pose problème », déclare Léonard She Okitundu. Le tout nouveau chef de la diplomatie congolaise et artisan du dialogue résume ainsi le rapport de force : « On a fait des concessions à l'opposition qui avait besoin d'une opération de communication pour rassurer [ses] militants. Quant à la majorité, on est gagnants car on rassure ainsi la communauté internationale, les bailleurs de fonds et les investisseurs. »

Dans un contexte de profonde crise politique, ce compromis reste une avancée notable et pose la base d'une transition, en dépit de multiples et lourdes incertitudes. Dans le document de seize

pages, pas de calendrier précis ni de modalités pratiques du futur partage du pouvoir. A la dernière minute, la majorité a exigé de retarder d'au moins trois mois la formation du futur gouvernement d'union nationale. Ce que l'opposition a refusé.

Selon cet accord, des élections présidentielle, législatives et provinciales sont prévues en décembre. Or, selon les experts électoraux, il est simplement impossible de tenir les trois scrutins d'un coup dans un pays continent où le recensement le plus récent date du milieu des années 1980.

« Si les élections ne se tiennent pas en décembre 2017, le futur premier ministre issu de l'opposition en portera la responsabilité », répète-t-on dans la majorité. « Je crois en la tenue de deux élections fin 2017 : la présidentielle et les législatives. C'est possible si on parvient à maintenir le rapport de force et à faire appliquer strictement l'accord », veut croire le député de l'opposition Delly Sésanga, l'un des négociateurs.

« Il y a au moins un cadre »

Malgré d'interminables discussions, le règlement de nombreuses questions sensibles a été renvoyé à plus tard, afin de ne pas retarder davantage la signature de l'accord et de désamorcer les manifestations dans la rue. Ainsi de la négociation « au cas par cas », avec Joseph Kabila, jusqu'alors inflexible, de la libération de prisonniers politiques et le retour des exilés.

« L'accord n'est pas la fin de tous les problèmes, avertit le nonce apostolique Luis Mariano Montemayor. Il faut préparer les élections. Mais il y a au moins un cadre juridique qui n'existait pas jusque-là vu que, selon la Constitution, le président a fini son deuxième mandat. » Dès cette semaine, les négociations devraient reprendre, selon l'Eglise catholique, pour préciser ce cadre. ■

JOAN TILOUINE